

Conditions générales d'enregistrement et de gestion Classique de Noms de Domaine sous .lu.

Version 6.0 Mai 2018

(Ci-après, « **Conditions Générales** »)

Fondation RESTENA
2, avenue de l'Université
L-4365 Esch-sur-Alzette
TVA : LU 18403067 RCS : G1
Tél. : 42 44 091 Fax : 42 24 73
e-mail : admin@restena.lu

(ci-après, « **DNS-LU** » désigné par « registrar » ou « agent d'enregistrement » selon les cas ou « **RESTENA** », désigné par « registry » selon les cas)

A. Stipulations générales	Page
1. Préambule.....	2
2. Définitions.....	2
3. Rôles de RESTENA, de DNS-LU et objet des Conditions Générales.....	3
4. Responsabilités des Titulaires.....	4
5. Responsabilité de DNS-LU.....	5
6. Garanties.....	6
B. Opérations concernant les Noms de Domaine	
1. Généralités.....	6
2. Traitement des Opérations.....	6
3. Tarifs et facturation.....	7
4. Serveurs de Noms de Domaine.....	7
5. Notifications.....	8
6. Début d'enregistrement et renouvellement du Nom de Domaine.....	8
7. Période d'attente ("on-hold"), gel d'activité.....	9
8. Renonciation au Nom de Domaine.....	9
9. Radiation du Nom de Domaine et période de quarantaine.....	9
10. Restauration.....	10
11. Instructions rejetées.....	10
12. Transfert de gestion.....	11
13. Changement de Titulaire.....	12
C. Stipulations finales	
1. Vie privée et traitement des données à caractère personnel.....	13
2. Règlement de conflits.....	15
3. Contestation de titulaire.....	15
4. Force Majeure.....	16
5. Propriété intellectuelle.....	16
6. Modification des présentes Conditions Générales.....	17
7. Droit applicable et juridiction compétente.....	18
8. Divisibilité.....	18
9. Fin des relations contractuelles.....	18

A. Stipulations générales

1. Préambule

Le présent document a pour objet de réglementer l'utilisation et l'enregistrement des noms de domaine de second niveau au sein du domaine de premier niveau .lu dans le cadre de la procédure dite « Classique ». Ces Conditions Générales, ensemble avec les documents Charte de Nommage et Droits dus lors de l'enregistrement d'un Nom de Domaine de second niveau au Luxembourg, publiés par l'instance d'enregistrement DNS-LU, tels que modifiés de temps en temps, font partie intégrante du contrat qui est conclu entre le demandeur et DNS-LU.

En soumettant une demande pour l'enregistrement d'un nom de domaine de second niveau, le requérant accepte les dispositions générales telles que reprises dans ces documents ainsi que toute modification ultérieure apportée à ces documents par DNS-LU.

2. Définitions

D'autres termes pourront être définis dans le corps des présentes Conditions Générales.

Agent d'Enregistrement : toute personne physique ou morale qui conclut un contrat avec la Fondation RESTENA. L'Agent d'Enregistrement participe à la procédure administrative en enregistrant et en renouvelant au nom de ses clients, mais pour son propre compte des Noms de Domaine auprès de la Fondation RESTENA.

Charte de Nommage : charte ayant pour objet de définir les principes généraux d'enregistrement et de gestion relatifs aux zones de nommage gérées par la registry.

Contact administratif : personne physique ou morale disposant d'un pouvoir régulier l'habilitant à représenter le Titulaire vis-à-vis de DNS-LU dans le cadre de l'enregistrement et de la gestion d'un ou plusieurs Noms de Domaine. Toute personne morale désigne une personne physique identifiable pour agir officiellement en son nom. Au cas où cette personne ne fait pas partie de l'organisation-Titulaire, elle doit disposer d'un pouvoir valable l'habilitant à représenter le Titulaire.

Contact de Facturation : personne désignée par le Titulaire au nom de laquelle la facture sera libellée.

Contact Technique : personne désignée par le Titulaire chargée de tous les aspects techniques liés au Nom de Domaine.

Contestataire : personne qui déclare être le Titulaire régulier d'un droit sur l'utilisation d'un nom de domaine enregistré et qui invoque ses droits sur l'utilisation du nom enregistré à titre de nom de domaine.

Contestation de Titulaire : demande adressée à DNS-LU en vue de la mise en place d'un blocage de nom de domaine pour toute cession lorsqu'une tierce personne (« **Contestataire** ») estime que l'enregistrement du nom de domaine porte atteinte à ses droits.

DNS (Domain Name System) : littéralement, système des noms de domaine (comprenant des serveurs et bases de données), assurant entre autres la conversion entre les Noms de Domaine et les adresses IP identifiant les équipements reliés à Internet.

Données, y compris les Données personnelles: ensemble des informations administratives et techniques, les Noms de Domaine, et les Opérations demandées que DNS-LU traite dans le cadre de la fourniture de ses services, y compris des données personnelles concernant le Titulaire ou relatives aux diverses personnes concernées (Contact administratif, Contact technique et Contact Facturation) avec leurs coordonnées.

Entité : se rapporte à une personne physique ou morale (société, association, organisation) ou tout autre groupe qui souhaite enregistrer un nom de domaine.

Espace d'utilisation des noms de domaine : l'ensemble des noms de domaine Internet (« **Nom de domaine** ») auquel s'applique la règle selon laquelle, chaque Nom de Domaine doit être unique en ce qu'il ne peut être utilisé qu'une seule fois.

Nom de Domaine : un Nom de Domaine est constitué d'une suite de caractères (de a à z, de 0 à 9 et le tiret) correspondant au nom d'une société, d'une marque, d'une association, d'un particulier ou encore à un mot existant ou fantaisiste, et d'un suffixe appelé TLD ou Top Level Domain (littéralement, domaine de premier niveau), terme utilisé pour désigner la dernière partie composant un nom de domaine (p.ex. le « .lu » dans « dns.lu »).

Législation sur la protection des données: toute loi, acte normatif, réglementation, politique réglementaire, ou autre législation régissant le traitement, la confidentialité et l'utilisation des Données personnelles, dans la mesure où ces textes s'appliquent au Titulaire, contact, ou à DNS-LU.

Registre : contient les données de base nécessaires à l'instance d'enregistrement.

Requérant : entité qui a déposé une demande afin d'obtenir l'enregistrement d'un nom de domaine, ou selon les cas, la personne qui demande la mise en place d'une Contestation de Titulaire pour le compte et au nom d'un plaignant (« **Contestataire** ») ou encore la personne/entité qui demande d'entrer en relation avec le Titulaire personne physique.

Titulaire, enregistré : détenteur conventionnel du Nom de Domaine, seules les données enregistrées dans la base de données gérée par la registry faisant foi. Après accomplissement des formalités administratives requises et paiement des droits dus pour l'enregistrement d'un Nom de Domaine, le Titulaire dispose d'un droit d'usage exclusif sur ce Nom de Domaine pour la période d'enregistrement prévue, dans le respect des limitations d'usage en la matière.

3. Rôles de la Fondation RESTENA, de DNS-LU et objet des Conditions Générales

La Fondation RESTENA, désignée par registry ci-après, est en charge de la gestion technique et administrative du registre des Noms de Domaine sous la racine nationale .lu. Cette instance est autorisée à saisir et à modifier les données suivant les informations fournies par le requérant / l'enregistré ou à la demande de celui-ci.

La registry exerce également le rôle d'Agent Enregistrement sous l'appellation DNS-LU. L'URL www.dns.lu permet l'accès au site de DNS-LU sur le réseau internet qui met à disposition de tout requérant et Titulaire les informations et outils permettant l'enregistrement et la gestion de noms de domaine sous .lu.

Le Contact administratif sera en charge de l'enregistrement et de la gestion d'un ou plusieurs Noms de Domaine au nom et pour le compte du Titulaire qui l'aura préalablement désigné à cet effet comme son mandataire. Il appartient au Contact administratif de s'assurer de l'obtention de ce mandat qui devra être matérialisé par la « Convention d'attribution de pouvoir pour l'enregistrement et la gestion d'un Nom de domaine .lu » disponible sur www.dns.lu. DNS-LU ne prend en aucune manière part au mandat entre le Titulaire et le Contact administratif et n'a aucune obligation ou responsabilité résultant de ce mandat. DNS-LU se réserve toutefois le droit de demander la production de ce mandat.

Si le Titulaire met fin au contrat avec son Contact administratif, il doit désigner un autre Contact administratif. Le Titulaire doit informer DNS-LU de ce changement. Il appartient au nouveau Contact administratif de s'assurer de l'obtention du mandat tel que mentionné ci-dessus. Le Titulaire s'engage à tenir quitte et indemniser DNS-LU de toute réclamation éventuelle de la part de tout ancien Contact administratif en relation avec un changement de Contact administratif.

Les présentes Conditions Générales, disponibles sur www.dns.lu, réglementent l'enregistrement et la gestion des Noms de Domaine de second niveau au sein du domaine de premier niveau .lu dans le cadre de recours à la procédure dite « Classique ».

Les présentes Conditions Générales, la Charte de Nommage, le document afférent aux droits dus lors de l'enregistrement d'un Nom de Domaine de second niveau au Luxembourg, la Note de Confidentialité, ainsi que la Convention d'attribution de pouvoirs pour l'enregistrement et la gestion d'un Nom de Domaine .lu, tous documents disponibles sur le site www.dns.lu, ainsi que toutes instructions communiquées au travers et par l'intermédiaire de toute forme de communication formelle de la part de DNS-LU, font partie intégrante des relations contractuelles conclues entre le Contact administratif et DNS-LU (les « **Documents Contractuels** »).

En ce qui concerne les Noms de Domaine enregistrés auprès de DNS-LU et gérés en vertu de conditions générales antérieures, le passage à la gestion de ces Noms de Domaine via la Procédure Classique, entraîne l'applicabilité immédiate des présentes Conditions Générales à l'exclusion de toutes autres préalablement applicables à ces mêmes Noms de Domaine. En aucune manière, l'application des présentes Conditions Générales ne peut être interprétée dans ce cadre comme un nouvel enregistrement. Notamment, le passage n'engendre aucune conséquence quant au statut de l'enregistrement existant, la durée de cet enregistrement et aux paiements précédemment effectués auprès de DNS-LU.

4. Responsabilités des Titulaires

L'entité garantit à DNS-LU la véracité des informations qu'elle fournit à DNS-LU, et que toute modification ultérieure de ces informations sera correcte.

DNS-LU n'accepte aucune responsabilité pour l'utilisation d'un nom de domaine sur le registre des noms de domaine .lu et plus particulièrement pour tout conflit avec des marques, qu'elles soient enregistrées ou non, ou avec tout autre droit à l'utilisation d'un nom. DNS-LU est ainsi exonérée de toute responsabilité concernant la vérification du droit à l'utilisation d'un nom de domaine.

En cas de litige, tous dommages - intérêts et/ou frais de procédure suite à l'utilisation abusive ou illicite du nom de domaine sont définitivement supportés par l'enregistré qui tiendra DNS-LU quitte et indemne.

5. Responsabilité de DNS-LU

DNS-LU met à la disposition du Titulaire, représenté par le Contact administratif, un service dont celui-ci use en pleine connaissance de cause et sous sa propre et entière responsabilité conformément aux Documents Contractuels.

Sauf faute lourde ou intentionnelle de sa part, DNS-LU ne pourra en aucun cas être tenue pour responsable de dommages directs ou indirects quels qu'ils soient, résultant notamment mais non exclusivement, de l'indisponibilité du site www.dns.lu et de toutes les conséquences y afférentes (indisponibilité, virus, perte de données, etc.).

En cas de panne provoquant une indisponibilité du site www.dns.lu, le Contact administratif renonce à toute action à l'encontre de RESTENA.

Ni le Contact administratif, ni le Titulaire ne peuvent prétendre à un quelconque droit à indemnisation des dommages résultant notamment du fait de l'enregistrement, du non-enregistrement ou de l'usage d'un Nom de Domaine (tels que privation ou altération de la jouissance de ses Noms de Domaine, interruption ou altération des affaires du Titulaire, etc.).

Notamment, le Contact administratif et le Titulaire ne pourront prétendre à aucun droit à indemnisation du fait de :

- (i) l'enregistrement ou du renouvellement (ou le défaut d'enregistrement ou de renouvellement) pour un Titulaire ou pour un tiers en raison d'une erreur quant à leur identité ;
- (ii) la perte de l'autorité de DNS-LU d'enregistrer les Noms de Domaine sous .lu ;
- (iii) les défauts ou problèmes techniques ;
- (iv) les actes ou la négligence du Contact administratif concernant la demande d'une Opération, pouvant entre autres avoir pour effet le non-enregistrement ou l'annulation du Nom de Domaine ;
- (v) et plus généralement, tout événement non directement imputable à DNS-LU, indépendant de sa volonté ou hors de son contrôle.

DNS-LU ne sera en aucune manière responsable de l'utilisation d'un Nom de Domaine et ses conséquences et plus particulièrement de tout conflit pouvant apparaître avec des marques, enregistrées ou non, ou avec tout autre droit de propriété intellectuelle ou autre appartenant à des tiers. A cet égard, DNS-LU ne procédera à aucune vérification quant au droit d'enregistrement et d'utilisation du Nom de Domaine par le Contact administratif, au nom et pour le compte du Titulaire.

Le Contact administratif accepte, au nom et pour le compte du Titulaire, que DNS-LU se réserve le droit, sans y être obligée, de :

- (i) suspendre l'utilisation du Nom de Domaine en cas de litige et/ou de procéder à la radiation de ce Nom de Domaine notamment en cas de décision judiciaire ;
- (ii) grever le Nom de Domaine d'une Contestation de Titulaire, telle que définie au paragraphe C.3, si un tiers revendique être le Titulaire régulier d'un droit sur l'utilisation de ce nom, ou s'il s'estime lésé par un tel enregistrement.

En cas d'une décision judiciaire ou de résolution d'un litige ordonnant la Cession du Nom de Domaine (telle que définie à l'article B.13), ce sera au nouveau Titulaire d'initier cette Cession.

DNS-LU ne saurait être tenue pour responsable en cas de radiation ou de la Cession de Nom de domaine à un nouveau Titulaire résultant d'une décision judiciaire ou suite à une résolution d'un litige.

DNS-LU ne saurait en aucun cas être tenue responsable des relations, quelle qu'en soit la nature, existant entre le Titulaire, le Contact de Facturation, le Contact technique et le Contact administratif. Le Contact administratif garantit à ce titre DNS-LU contre tout recours de la part du Titulaire, et de toute personne ayant subi un préjudice lié à une Opération demandée par le Contact administratif.

En tout état de cause, à titre subsidiaire, la responsabilité de DNS-LU envers le Titulaire si elle devait être engagée, se limite à 100 % des droits dus pour l'année de l'incident.

6. Garanties

Le Contact administratif accepte, au nom et pour le compte du Titulaire, que tous dommages-intérêts et/ou frais de procédure ainsi que toutes les dépenses liées à une réclamation (y compris les frais d'avocat et les dépens) éventuellement dus suite à l'utilisation abusive ou illicite d'un Nom de Domaine seront à charge du Titulaire, qui tiendra DNS-LU quitte et indemne à cet égard.

B. Opérations concernant les Noms de Domaine

1. Généralités

Pour chaque Opération commandée par le Contact administratif, DNS-LU se réserve le droit de réclamer toutes pièces justificatives jugées utiles, sans préjudice du pouvoir de libre appréciation de DNS-LU quant à la validité des pièces fournies.

2. Traitement des Opérations

Les messages reçus par voie de fax ou de lettres sont traités pendant les heures de bureau pendant les jours ouvrables dans un ordre chronologique suivant leur arrivée. DNS-LU n'assume aucune responsabilité pour les erreurs qui peuvent survenir lors de ce traitement.

Les demandes de modification ou de radiation sont traitées de la même manière telle que décrite ci-dessus. Des exceptions au traitement chronologique peuvent survenir sous certaines conditions et à la demande expresse des Titulaires.

Le Contact administratif assume l'entière et pleine responsabilité des Opérations demandées. Aussi, il reconnaît avoir reçu de DNS-LU toutes les informations lui permettant de prendre une décision réfléchie, en toute connaissance de cause. A défaut, s'il s'estime insuffisamment informé, il lui est vivement recommandé de prendre contact avec DNS-LU (coordonnées disponibles sur www.dns.lu).

D'une manière générale, le Contact administratif est personnellement responsable à l'égard de DNS-LU de toutes les Opérations qu'il a demandées au nom et pour le compte du Titulaire ainsi que de leur exécution conformément aux instructions et Données qu'il a transmises à DNS-LU. Il doit ainsi vérifier l'exactitude des Données au registre qui le concernent.

3. Tarifs et facturation

La réservation, ainsi que l'enregistrement du nom sont soumis au paiement des droits correspondants au coût de l'enregistrement et de l'utilisation d'un nom de domaine. Il y a lieu de se référer au document Droits dus lors de l'enregistrement et de l'utilisation d'un nom de domaine, qui fait partie intégrante des présentes Conditions générales.

Les factures sont envoyées à la personne qui est indiquée au titre de Contact de facturation sur le formulaire d'enregistrement, ou bien au Contact administratif si la première indication fait défaut.

Si le Titulaire a recours à un mandataire (Contact de facturation) pour le paiement des droits dus, DNS-LU exigera tout d'abord le paiement de ce mandataire. Si aucun paiement n'intervient de la part du mandataire pour une raison quelconque, DNS-LU sera en droit de recouvrer les droits auprès du Titulaire.

Le Titulaire reconnaît que DNS-LU aura le droit d'annuler le nom de domaine, sans notification préalable à la personne du demandeur, si le mandataire désigné à cette fin dans le formulaire d'enregistrement ne paie pas les droits dus selon les modalités prévues sous le point 7.

Les tarifs pourront être modifiés à tout moment par DNS-LU qui en informera le public et les Contacts administratifs par une publication spécifique sur le site www.dns.lu, ou via tout autre mode de communication que DNS-LU jugera opportun.

DNS-LU se réserve le droit de refuser la demande d'enregistrement d'un Nom de Domaine valide émanant d'un Titulaire avec lequel un litige de paiement serait en cours.

DNS-LU se réserve le droit de demander, pour certains services supplémentaires, une contribution dont elle fixera, en temps utiles, le montant et la périodicité de perception. Il s'agit de frais non nécessairement liés aux Opérations proprement dites mais pouvant être dus dans le cadre d'une demande de documents justificatifs, de logs, de preuves d'opérations, etc. Un avis d'information préalable sera publié sur le site internet de DNS-LU.

4. Serveurs de noms de domaine

Pour l'utilisation active d'un nom de domaine, il faut un serveur primaire DNS et un serveur secondaire DNS (Domain Name System) en état de marche. Pour ces deux serveurs, la connexion IP avec Internet doit être permanente (pour interrogations et transfert de zones) afin de permettre à la registry de contrôler à tout moment l'état des opérations et l'exactitude des bases de données. Ils doivent utiliser des logiciels qui respectent les standards IETF, à savoir actuellement RFC1035 et RFC2181. Les serveurs devraient être physiquement séparés et se trouver sur différents réseaux (voir Best Current Practice RFC2182).

En cas d'IDN un nom de serveur peut uniquement être constitué du ACE-String, mais non de l'IDN.

Les serveurs entre eux doivent être en connexion permanente et respecter les conditions posées par la registry avant la soumission d'un nouveau formulaire d'enregistrement. En cas de connexion incorrecte pendant la procédure d'enregistrement, celle-ci ne pourra pas être poursuivie.

DNS-LU se réserve le droit de mettre le nom de domaine en état inactif - le nom de domaine reste réservé pour son Titulaire, mais une utilisation active n'est plus possible - dans le cas où, suite à l'enregistrement du nom ou d'une modification des serveurs, plusieurs des tentatives de vérification de conformité des serveurs du Titulaire devaient échouer.

5. Notifications

DNS-LU communique directement avec le Contact administratif essentiellement par courrier électronique. A cet effet, le Contact administratif veillera à la mise à jour régulière de ses coordonnées et notamment de son adresse email.

Le Contact administratif s'engage à consulter régulièrement les messages électroniques que DNS-LU lui envoie à l'adresse email communiquée par lui. Toute communication ou notification envoyée à cette adresse email est réputée avoir été adressée au Contact administratif en personne et avoir été reçue et lue par le Contact administratif lui-même.

Le Contact administratif doit également s'assurer de la disponibilité de sa boîte électronique. DNS-LU ne pourra en aucune manière être tenue pour responsable de la non réception ou de la mauvaise réception par le Contact administratif d'une information envoyée par DNS-LU, ou inversement, du fait par exemple de la saturation de la boîte email du Contact administratif.

En cas de doute, les fichiers « log » des serveurs mail de DNS-LU feront foi.

6. Début d'enregistrement et renouvellement du Nom de Domaine

L'enregistrement d'un nom de domaine de second niveau est normalement effectué dans un délai de 2 jours ouvrables à compter de la réception par DNS-LU d'une demande d'inscription régulière et valide pour un nouveau nom de domaine de second niveau.

La période d'enregistrement de tout Nom de Domaine commence à la date de l'enregistrement du Nom de Domaine par DNS-LU et prend fin l'année suivante le même jour du mois au cours duquel est intervenu l'enregistrement du Nom de Domaine (« **Date Anniversaire** »).

La date de l'enregistrement est inscrite sur la confirmation envoyée à l'adresse email du Contact administratif.

Sauf stipulation contraire prévue dans les présentes Conditions Générales, la période d'enregistrement sera renouvelable chaque année à la Date Anniversaire de l'enregistrement, de la Cession, du Transfert de gestion ou de la restauration du Nom de Domaine, suite au paiement du prix en vigueur au moment du renouvellement, précisé dans le document intitulé « Droits dus lors de l'enregistrement d'un Nom de Domaine de second niveau au Luxembourg ».

Le renouvellement d'un Nom de Domaine n'est effectif qu'après paiement du prix en vigueur. En cas de non-réception des droits dus DNS-LU procédera à la radiation du Nom de Domaine conformément à l'article 9 des présentes Conditions Générales.

7. Période d'attente, ("on-hold"), gel d'activité

Si l'enregistré n'a pas payé les droits dus endéans les 30 jours à partir de l'envoi de la facture, un premier rappel lui sera envoyé par DNS-LU. Si, après une nouvelle période de 30 jours, la facture n'a toujours pas été réglée par l'entité, celle-ci reçoit un deuxième rappel et DNS-LU met le nom de domaine en état inactif.

Le nom de domaine est alors mis en période d'attente ("on-hold") pour 30 jours. Pendant cette période, toute activité relative à ce nom de domaine est suspendue et personne ne peut en faire une quelconque utilisation.

DNS-LU a le droit de procéder à l'annulation de ce nom de domaine si aucun paiement n'est intervenu à l'expiration de cette dernière période de 30 jours (90 jours après l'envoi de la facture).

Après son annulation, ce nom de domaine pourra faire l'objet d'une nouvelle demande d'enregistrement.

8. Renonciation au Nom de Domaine

Le Titulaire peut à tout moment renoncer à un Nom de Domaine qu'il a enregistré et mettre fin à la relation contractuelle y afférente, conformément à l'article 9. Pour cela, le Titulaire devra introduire une demande de radiation.

Les modalités et conséquences de la radiation sont prévues à l'article 9 des présentes Conditions Générales.

9. Radiation du Nom de Domaine et période de quarantaine

DNS-LU peut à tout moment procéder à la radiation d'un Nom de Domaine, sans que cette radiation puisse donner droit à quelque remboursement ou indemnité que ce soit dans le chef du Contact de facturation ou du Titulaire lorsque :

- (i) le Nom de Domaine n'est pas renouvelé en application de l'article 6 des présentes Conditions Générales ;
- (ii) le Titulaire ne respecte pas les Documents Contractuels, auquel cas DNS-LU notifie le Contact administratif par courrier électronique de la radiation du Nom de Domaine s'il n'est pas remédié à la situation dans les 15 jours de l'envoi de ladite notification ;
- (iii) l'utilisation du Nom de Domaine s'avère être abusive ou illégale pour quelque raison que ce soit. La radiation peut être effectuée notamment à la suite d'une décision judiciaire, conformément aux stipulations de l'article C.2 des Conditions Générales ;
- (iv) le Contact administratif a fourni de fausses informations à DNS-LU, ou n'a pas mis à jour les Données dans les 30 jours suivants leur modification ;

- (v) le Titulaire du Nom de Domaine a cessé d'exister et le repreneur éventuel du Nom de Domaine n'a pas suivi la procédure de Changement du Titulaire de Nom de Domaine prévue à l'article 13 des Conditions Générales ;
- (vi) le Titulaire renonce au Nom de Domaine ;
- (vii) les modifications apportées aux Conditions Générales sont refusées par le Contact administratif.

Il ne sera procédé à aucun remboursement des frais d'enregistrement ou de renouvellement acquittés pour la période d'enregistrement au cours de laquelle est intervenue la radiation du Nom du Domaine, en application du présent article, quand bien même la radiation aurait lieu avant la Date Anniversaire.

Suite à la radiation d'un Nom de Domaine, celui-ci sera placé en quarantaine pour une période de 30 jours à compter de la date de la radiation.

Pendant cette période de quarantaine, toute activité et demande d'Opération relative à ce Nom de Domaine sont suspendues, tout changement est exclu et aucune utilisation du Nom de Domaine ne peut être faite. Pendant cette période seule la restauration du Nom de Domaine sera possible suivant les dispositions de l'article 10, le cas échéant combinée avec la désignation d'un nouvel Agent d'Enregistrement.

Par dérogation à ce qui précède, la radiation prend effet et devient définitive immédiatement, sans que le Nom de Domaine soit préalablement placé en quarantaine pendant 30 jours, lorsque la radiation a été effectuée dans le cadre des cas énumérés au présent l'article, section (ii), (iii) ou (iv).

La période de quarantaine peut être abrogée pour un Nom de Domaine grevé d'une Contestation en cas d'une demande de cession suite à la résolution d'un litige au profit du Contestataire en tant que futur Titulaire du Nom de Domaine.

10. Restauration

Pendant la période de quarantaine, le Titulaire a la possibilité de procéder à la restauration du Nom de Domaine moyennant le paiement des frais de restauration, en plus des frais d'enregistrements, tels que définis dans le document intitulé « Droits dus lors de l'enregistrement d'un Nom de Domaine de second niveau au Luxembourg ». Si aucune restauration n'a été effectuée à la fin de la période de quarantaine, le Nom de Domaine concerné sera à nouveau déclaré disponible à l'enregistrement. La période d'abonnement subséquente sera dans ce cas limitée à une année.

11. Instructions rejetées

DNS-LU peut rejeter toute demande d'Opération portant sur un Nom de Domaine conformément aux stipulations ci-dessous. DNS-LU n'effectue en principe aucun contrôle a priori quant à l'admissibilité d'un Nom de Domaine à l'enregistrement.

a. Noms de domaine exclus à l'enregistrement par la Charte de Nommage.

b. Noms de domaine exclus à l'enregistrement par DNS-LU en cas de défaut d'indication d'une adresse email pour le Contact administratif.

c. Seront également rejetées des demandes d'Opérations lorsque :

- (i) les Données saisies sont incomplètes ou manifestement incorrectes ;
- (ii) l'établissement financier impliqué n'autorise pas le paiement des droits dus à DNS-LU ;
- (iii) le paiement des droits dus n'a pas été effectué ;
- (iv) le Contact administratif ne dispose pas d'un pouvoir valable l'habilitant à représenter le Titulaire ;
- (v) le Nom de Domaine est grevé d'une Contestation ;
- (vi) le Nom de Domaine est en quarantaine.

Le Contact administratif est informé par email de tout refus de sa demande d'Opération.

Le refus par DNS-LU d'exécuter une Opération ne fait naître aucun droit au profit du Contact administratif et du Titulaire qu'il représente. Ce dernier peut parfaitement introduire une nouvelle demande pour le même Nom de Domaine.

12. Transfert de gestion

(a) Transfert de gestion de DNS-LU vers un autre Agent d'Enregistrement accrédité

Le Titulaire peut demander en tout temps le transfert de la gestion administrative et technique d'un Nom de Domaine de DNS-LU vers un autre Agent d'Enregistrement. Un tel transfert met fin au contrat conclu entre le Titulaire et DNS-LU conformément au paragraphe C.8.

Il ne sera procédé à aucun remboursement des frais d'enregistrement ou de renouvellement acquittés pour la période d'abonnement au cours de laquelle est intervenu le transfert de gestion, en application du présent article, quand bien même le transfert aurait lieu avant la Date Anniversaire.

(b) Transfert de gestion d'un Agent d'Enregistrement accrédité en .lu vers DNS-LU

Le Titulaire représenté par le Contact administratif initie sa demande de transfert auprès de DNS-LU en tant que nouvelle demande d'enregistrement suivant les dispositions des présentes Conditions générales.

Avant d'effectuer la demande d'un transfert, le Contact administratif doit s'assurer qu'il dispose d'une adresse email valide pour confirmer la demande de transfert du Nom de Domaine concerné.

Si le Contact administratif ne réagit pas endéans sept jours, un rappel sera adressé faisant courir un nouveau délai de sept jours qui lui permettra, le cas échéant, de confirmer le transfert à DNS-LU par fax. La demande de transfert doit dans tous les cas être confirmée par le Contact administratif dans un délai de quinze jours après son enregistrement.

Si le transfert n'est pas confirmé selon les modalités et les délais prévus, le transfert ne pourra aboutir. La confirmation est soumise à l'acceptation de tous les Documents Contractuels auprès de DNS-LU. Le Titulaire s'engage au paiement des frais d'enregistrement au tarif en vigueur, fixé dans le document intitulé « Droits dus pour l'enregistrement et la gestion en ligne de Noms de Domaine sous .lu ». Au cas où une demande d'Opération de transfert n'aboutit pas, aucun droit n'est facturé par DNS-LU. DNS-LU se réserve néanmoins le droit de limiter le nombre de tentatives de demandes d'Opération de transfert pour un Titulaire, respectivement pour un Nom de Domaine déterminé.

Lorsque le transfert est réalisé avec succès, le Nom de Domaine est enregistré auprès de DNS-LU qui figure en tant que nouvel Agent d'Enregistrement.

(c) Conséquences du transfert de gestion vers DNS-LU

Le transfert vers DNS-LU :

- (i) entraîne le commencement d'une nouvelle période d'enregistrement pour le Nom de Domaine, supprimant ainsi la mention de l'antériorité de l'enregistrement du Nom de Domaine.
- (ii) ne modifie pas a priori l'identité du Titulaire du Nom de Domaine, sauf si le transfert est combiné avec un changement de Titulaire. Dans ce cas, les deux opérations, Transfert de gestion et Cession du Nom de Domaine, seront simultanées.

La prestation de DNS-LU est d'assister le requérant dans l'accomplissement des démarches requises. Toutefois, la réalisation qui peut prendre un certain délai pouvant aller jusqu'à quinze jours au maximum, suppose l'intervention de plusieurs acteurs et ne dépend pas exclusivement de DNS-LU. DNS-LU décline toute responsabilité si le transfert échoue pour une raison qui n'est pas imputable à DNS-LU (par exemple date d'expiration dépassée; refus ou absence d'autorisation du Contact administratif, adresse email non valide).

13. Changement de Titulaire, cession de Nom de Domaine

Les Noms de Domaine peuvent être cédés par le Titulaire (« **Titulaire Initial** ») à un tiers, qui en deviendra le nouveau Titulaire (« **Nouveau Titulaire** »). Cette Opération est appelée « **Cession** ». Un nom de domaine grevé d'une Contestation ne peut être cédé qu'au seul contestataire à l'exclusion de toute autre entité suivant les dispositions prévues au paragraphe C.3 (d).

Une opération de Cession implique simultanément la radiation du Nom de Domaine concerné pour le Titulaire Initial et son enregistrement au profit du Nouveau Titulaire. Toute demande de Cession d'un Nom de Domaine doit être confirmée par le Titulaire Initial, représenté par son Contact administratif. En cas d'un nom de domaine grevé d'une Contestation, la Cession sera validée par DNS-LU pour le compte du contestataire sous condition de la résolution du litige au profit du contestataire en tant que futur Titulaire du nom.

La procédure et les conséquences liées à la Cession d'un Nom de Domaine sont identiques à celles d'un transfert de gestion, tel que décrit à l'article 12.

DNS-LU considère que la procédure de changement de Titulaire ne doit pas être observée lorsque le Titulaire Initial procède à un changement de dénomination sociale ou à une transformation de sa forme légale. Le Titulaire devra alors confirmer par écrit que les changements procèdent de l'une et/ou l'autre des hypothèses mentionnées ci-dessus, sans préjudice du pouvoir de libre appréciation de DNS-LU quant au bien-fondé de ces changements.

Le Titulaire Initial du Nom de Domaine ne pourra en aucune manière réclamer à DNS-LU le remboursement des droits qu'il a déjà acquittés pour le Nom de Domaine concerné, quand bien même la Cession aurait lieu avant la Date Anniversaire.

C. Stipulations finales

1. Vie privée et traitement des données à caractère personnel

Le Titulaire, lorsqu'il est également le Contact administratif, et/ou le Contact Technique, et/ou le Contact de Facturation, autorise DNS-LU à traiter les Données à caractère personnel qu'il a communiquées selon les modalités décrites ci-après. Le Titulaire qui n'est pas lui-même le Contact administratif, ou le Contact Technique ou le Contact de Facturation (« **Personnes Concernées** ») déclare qu'il est autorisé à traiter les Données à caractère personnel concernant ces Personnes Concernées et à les communiquer à DNS-LU.

Les Données à caractère personnel sont principalement les nom/ prénom ou dénomination, adresse, adresse email, numéro de fax et/ou de téléphone du Titulaire, du Contact administratif, du Contact Technique, du Contact de Facturation ainsi que des données techniques et l'historique des commandes effectuées via les systèmes de DNS-LU. Elles sont destinées à la communication à DNS-LU qui en fera usage dans le seul but d'assurer l'exécution du présent contrat, ainsi que le bon fonctionnement du système de nom de domaine .lu et des services liés à cette gestion.

A cet égard, le DNS-LU et le Titulaire respecteront à tout moment les obligations que leur impose la législation nationale sur la protection des données, et en particulier le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les données à caractère personnel que le Titulaire communique à DNS-LU relatives aux Personnes Concernées, sont traitées au même titre que les données à caractère personnel du Titulaire, en fonction des finalités correspondantes. Il incombe au Titulaire d'informer à ce titre les Personnes concernées des modalités et des buts de ce traitement et des droits dont ils disposent et de leur faire part de la présente clause. Les Personnes Concernées de l'existence du traitement des Données les concernant,

Le Titulaire tiendra DNS-LU quitte et indemne de tout dommage résultant d'une mauvaise information des Personnes Concernées et sera seul responsable de l'utilisation qui en sera faite.

Le Titulaire d'un nom de domaine a entre autres le droit d'accéder à ses données à caractère personnel, ainsi que de les faire rectifier si elles sont erronées ou désuètes. Pour plus d'informations sur le traitement des données à caractère personnel par DNS-LU et les droits du Titulaire de nom de domaine en matière de traitement des données personnelles, voir le document Note de Confidentialité de DNS-LU sur son site web dns.lu.

Le Titulaire informe immédiatement DNS-LU de tout changement dans les Données qu'il a fournies à DNS-LU en son nom ou, le cas échéant, au nom des Personnes Concernées, en utilisant les formulaires prévus à cet effet. Toute omission ou retard à informer DNS-LU de tels changements peuvent entraîner la radiation des noms de domaine du Titulaire suivant les dispositions de l'article 9. Le Titulaire assume l'entière responsabilité pour l'exactitude des Données fournies, et il reconnaît expressément en son nom ou, le cas échéant, au nom des Personnes Concernées, le droit de DNS-LU de procéder à l'annulation de l'enregistrement d'un nom de domaine basé sur des informations fausses ou trompeuses.

(b) Afin de garantir la transparence du système de noms de domaine à l'égard du public, DNS-LU autorise la consultation de données techniques ainsi que des données d'identification suivantes sur son site dns.lu via le service de recherche appelée WHOIS:

- nom ou dénomination du Titulaire, adresse de rue, pays;
- noms de serveurs;
- statut du nom de domaine (actif, réservé);
- nom ou dénomination du Registrar.

Par dérogation à ce qui précède, les données d'identification du Titulaire d'un nom de domaine ne seront pas accessibles sur le site web (service de recherche WHOIS) si le Titulaire d'un nom de domaine a fait enregistrer le nom de domaine en tant que personne physique (voir plus loin au point c) de cet article).

Exception faite de ce qui précède, le pays de résidence du Titulaire est toujours publié. Des parties intéressées comme par exemple des autorités publiques et des représentants juridiques ou légaux de tiers peuvent soumettre à DNS-LU une requête motivée en vue de la transmission de leurs messages au Titulaire si celui-ci est une personne physique (y compris pour les Personnes concernées) alors qu'aucun contact direct ne pourra plus être établi avec lui.

(c) Lors d'une demande d'enregistrement d'un nom de domaine, le futur Titulaire optera obligatoirement soit pour le statut de «personne privée» (personne physique), ou bien pour le statut de «société/organisation» (personne morale) en tant que futur Titulaire en cochant la case correspondante. Ce choix détermine si les données de contact du Titulaire sont publiées via le service de recherche WHOIS ou resteront masquées conformément au point b) ci-devant et suivant les dispositions prévues dans les Conditions d'utilisation du service WHOIS.

(d) Un Titulaire personne physique peut par contre, requérir explicitement la publication de ses données personnelles via le service de recherche WHOIS. L'approbation en vue de la publication des données personnelles d'une personne physique doit être obtenue conformément aux dispositions de l'article 7 du RGPD relatif au consentement.

2. Règlement de conflits

Lorsqu'un Nom de Domaine a été enregistré pour le compte d'un Titulaire, il appartient au tiers qui postérieurement souhaite l'attribution du même Nom de Domaine de prouver son droit à l'attribution du Nom de Domaine concerné et d'agir contre le Titulaire afin de se faire attribuer le Nom de Domaine.

Le Contact administratif reconnaît et accepte au nom et pour le compte du Titulaire que DNS-LU n'agira jamais comme arbitre dans les conflits résultant de l'enregistrement et de l'utilisation d'un Nom de Domaine.

Il appartient aux parties litigantes, soit d'obtenir une décision de justice, soit de régler le conflit par un accord extrajudiciaire. Ainsi DNS-LU ne prendra en aucune façon part à un litige opposant le Titulaire à un tiers dans le cadre du déroulement d'une procédure de litige entre le Titulaire et un tiers. DNS-LU peut, sur base d'une demande formelle d'un requérant, assister un contestataire dans sa démarche suivant les dispositions prévues à l'article 3. L'intervention de DNS-LU se limite à l'exécution des décisions judiciaires rendues exécutoires à son encontre ou des accords extra-judiciaires rendus dans le litige entre le Titulaire et le tiers, sans que DNS-LU soit tenue de s'assurer de sa propre initiative du caractère définitif d'une décision ou de l'existence de décisions contradictoires rendues dans les différents pays impliqués. Le jugement, respectivement l'accord extrajudiciaire devra être notifié par lettre recommandée à DNS-LU dans les dix jours ouvrables qui suivent, en respectant le cas échéant les dispositions prévues à l'article 12 pour un nom de domaine grevé d'une contestation.

3. Contestation de Titulaire

(a) DNS-LU se réserve le droit, sans y être obligé, de grever un nom de domaine d'une contestation de Titulaire sans que DNS-LU soit partie à la procédure correspondante, si un tiers revendique être le Titulaire régulier d'un droit sur l'utilisation de ce nom, ou s'il s'estime lésé par un tel enregistrement et sous condition que le tiers plaignant déclare qu'il a entamé des mesures formelles à l'égard du Titulaire du nom de domaine aux fins de l'application de ces droits.

Toute demande de contestation de Titulaire pour être valide, doit être introduite par voie écrite moyennant un formulaire disponible auprès de DNS-LU. Tout formulaire non rempli complètement et/ou correctement est considéré non-valide et de ce fait refusé. Les documents, rédigés ou traduits en langue française, allemande ou anglaise devant prouver les droits du contestataire, font partie intégrante de ladite demande sans préjudice du pouvoir de libre appréciation de DNS-LU quant au bien-fondé de leur justification.

(b) La validité de la contestation est d'une durée initiale d'un an à partir de son acceptation formelle par DNS-LU. Toutefois, DNS-LU peut prolonger cette durée de six mois, sous réserve que le plaignant dépose une autre demande auprès de DNS-LU au moins quatre semaines avant son expiration initiale et sous condition de la communication de preuves suffisantes par le contestataire attestant que le différend qui l'oppose au Titulaire du domaine n'est toujours pas résolu.

(c) Un nom de domaine grevé d'une contestation peut être utilisé par le Titulaire, mais ne peut être cédé à un tiers, sauf au contestataire suivant les dispositions prévues au point (d).

(d) DNS-LU accepte la cession d'un nom de domaine grevé d'une contestation au profit du contestataire sous condition de la communication de documents justificatifs prouvant la résolution du litige au profit du futur Titulaire. Ces documents, rédigés ou traduits en langue française, allemande ou anglaise font partie intégrante de la demande de cession de propriété.

C'est au futur Titulaire d'introduire la demande de cession du nom de domaine auprès de DNS-LU ou auprès d'un agent d'enregistrement accrédité sous .lu de son choix conformément aux conditions de service en vigueur.

La cession sera validée par DNS-LU sans préjudice du pouvoir de libre appréciation de DNS-LU quant au bien-fondé de tous les documents justificatifs reçus.

DNS-LU se réserve le droit de rejeter toute demande de cession si le futur Titulaire n'est pas clairement identifiable sur tous les documents soumis pour la cession du nom.

4. Force Majeure

Sont considérés comme cas de force majeure ceux habituellement retenus par la loi luxembourgeoise en tant que loi applicable aux présentes Conditions Générales, les attentats, guerres, intempéries, blocage des moyens de transport, de télécommunications ou d'approvisionnement, incendie, tempête, inondation, dégâts des eaux (dans la mesure où DNS-LU n'a pas lui-même causé, ou contribué à ces événements). Seront également considérés comme des cas de force majeure tous événements imprévisibles, irrésistibles et extérieurs à la partie empêchée dans l'accomplissement de ses obligations.

En cas d'événement de force majeure, DNS-LU peut être contrainte d'interrompre la disponibilité de la mise à disposition de ses services en tout ou partie et ce, sans préavis. Dans la mesure du possible, DNS-LU tiendra le Contact administratif informé notamment des délais d'interruption et prendra toutes les mesures nécessaires pour rétablir la connexion dans les meilleurs délais. Cependant, DNS-LU ne peut en aucun cas être tenue responsable de telles interruptions et ou délais de remise en service sauf faute grave ou intentionnelle de sa part.

5. Propriété intellectuelle

Le site www.dns.lu et tous les éléments qui le constituent, y compris sa mise en page (« **Site** »), sont protégés par les lois sur la propriété intellectuelle, notamment la loi sur les droits d'auteur et le droit des marques.

“RESTENA” et “DNS-LU” sont des marques enregistrées. Ces marques ne peuvent être utilisées que sur accord préalable et écrit de DNS-LU.

Le site, y compris les programmes qui le constituent ainsi que les documents et les informations qui y figurent (« **Eléments** ») sont la propriété de DNS-LU. DNS-LU accorde au Titulaire représenté par le Contact administratif une licence d'utilisation de ces Eléments dans le cadre des présentes Conditions Générales. Cette licence ne constitue en aucun cas une quelconque cession ou constitution de droits de propriété.

Plus particulièrement, aucune reproduction totale ou partielle et aucune exploitation des Eléments, sous quelque forme que ce soit et par quelque moyen que ce soit, ne sont autorisées autrement que dans le cadre et selon les modalités décrites dans les présentes Conditions Générales.

Le Contact administratif peut consulter, télécharger et imprimer les documents et informations disponibles sur le Site uniquement dans le cadre et selon les modalités prévues dans les présentes Conditions Générales. Il n'est pas autorisé à les modifier, les faire modifier par des tiers de quelque manière que ce soit.

Le site internet ne peut être d'une quelconque manière intégré, en tout ou en partie, dans un autre site internet.

6. Modification des présentes Conditions Générales

DNS-LU se réserve le droit de modifier les présentes Conditions Générales et tout autre Document Contractuel (y compris les Droits dus) ainsi que la nature des services offerts. DNS-LU informera le public au moins 30 jours avant l'entrée en vigueur des nouvelles stipulations, notamment par publication sur son Site www.dns.lu. Ces modifications seront dans le même délai également communiquées au Contact administratif par voie de courrier électronique et/ou par tout autre moyen que DNS-LU jugera approprié.

Au même moment, DNS-LU informera le Contact administratif de l'impact de telles modifications sur l'enregistrement et le renouvellement de Noms de Domaine.

Les modifications seront considérées comme approuvées si le Contact administratif ne s'y oppose pas par écrit dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification des modifications.

En cas de refus par le Contact administratif des modifications apportées par DNS-LU aux présentes Conditions Générales, DNS-LU procédera à la radiation des Noms de Domaine concernés par lesdites modifications, conformément à l'article B.9. Il ne sera procédé à aucun remboursement des frais d'enregistrement ou de renouvellement acquittés pour la période d'enregistrement au cours de laquelle est intervenu, en application du présent article, le refus de modification des conditions Générales, quand bien même ce refus aurait lieu avant la Date Anniversaire.

Seules les conditions en vigueur au jour où le Contact administratif effectue une Demande d'opération, y compris l'enregistrement d'un Nom de Domaine, seront applicables.

Par dérogation et uniquement en raison de considérations techniques majeures, DNS-LU peut modifier les Conditions Générales sans devoir appliquer le délai minimal de notification de 30 jours. De telles modifications entreront en vigueur dès qu'elles auront été annoncées sur le site www.dns.lu. Sauf stipulation expresse, l'application des Conditions Générales modifiées n'aura pas d'effet rétroactif.

7. Droit applicable et juridiction compétente

Les présentes Conditions Générales sont soumises au droit luxembourgeois. Tout litige relatif aux présentes Conditions Générales sera soumis à la compétence exclusive des tribunaux de la ville de Luxembourg. Sauf stipulation contraire, le siège de DNS-LU est le lieu d'exécution des obligations de DNS-LU.

8. Divisibilité

Si l'une des stipulations des présentes Conditions Générales est déclarée nulle ou inapplicable au regard de la législation luxembourgeoise, elle sera réputée non écrite. Pour autant, elle n'affectera pas la validité des autres stipulations des Conditions Générales et n'affectera pas la continuité des relations contractuelles.

La seule version des présentes Conditions Générales faisant foi est la version française. En cas de divergence avec les versions existant en d'autres langues, le texte français sera le seul à prendre en considération.

9. Fin des relations contractuelles

Le Contact administratif est habilité à résilier à tout moment les présentes Conditions Générales, au nom et pour le compte du Titulaire et notamment suite à un Transfert de gestion. Il ne sera procédé à aucun remboursement des frais d'enregistrement ou de renouvellement acquittés pour la période d'enregistrement au cours de laquelle est intervenue cette résiliation, quand bien même elle aurait lieu avant la Date Anniversaire.